



CHAPITRE 33

Loi concernant la protection de l'enfance

[Sanctionnée le 3 juin 1944]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 180A,
aj.

1. Les Statuts refondus, 1941, sont modifiés en ajoutant, après le chapitre 180, le suivant:

"CHAPITRE 180A

"LOI DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Titre
abrégé.

"1. La loi présente peut être citée sous le titre de *Loi de la protection de l'enfance*.

"SECTION I

"DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Défini-
tions:

"2. Dans la présente loi et dans tous ses règlements d'exécution, à moins que le texte ne s'y oppose:

"En-
fant";

a) "Enfant" signifie un garçon ou une fille apparemment ou effectivement âgés de moins de seize ans;

"Enfant
négligé";

b) "Enfant négligé" signifie un enfant qui se trouve dans l'une des conditions ou circonstances ou dans un des cas ou états prévus à l'article 26 de la présente loi;

"Gar-
dien";

c) "Gardien" signifie toute personne ayant de fait ou de droit la garde d'un enfant au sens de la présente loi;

CHAPTER 33

An Act respecting the Protection of Children

[Assented to, the 3rd of June, 1944]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Revised Statutes, 1941, are amended by inserting therein, after chapter 180 thereof, the following chapter: c. 180A, added.

"CHAPTER 180A

"CHILDREN'S PROTECTION ACT

"1. This act may be cited as the *Children's Protection Act*. Short title.

"DIVISION I

"DECLARATORY AND INTERPRETATIVE

"2. In this act and in all regulations for the carrying out thereof, unless the context requires another meaning: Defini-
tions:

a. "Child" means a boy or girl actually or apparently under sixteen years of age; "Child";

b. "Neglected child" means a child who comes within one of the conditions or circumstances, cases or situations, contemplated in section 26 of this act; "Neglect-
ed child";

c. "Guardian" means any person having, in fact or in law, the care of a child within the meaning of this act; "Guardian";

"Parents"; d) "Parents" comprend les ascendants, le tuteur, le gardien et toute autre personne obligée à l'entretien d'un enfant;

"Fille-mère"; e) "Fille-mère" désigne la mère d'un enfant illégitime, même avant la naissance de ce dernier;

"Juge"; f) "Juge" signifie un juge d'une Cour familiale et, pour toutes localités sur lesquelles une telle cour n'a pas juridiction, un magistrat de district ou un recorder spécialement autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

"Greffier"; g) "Greffier" signifie le greffier de la Cour familiale ou de la Cour à laquelle le juge est attaché;

"Agent de surveillance"; h) "Agent de surveillance" signifie tout fonctionnaire préposé à la surveillance d'enfants amenés devant la Cour familiale, et nommé en vertu de la Loi des jeunes délinquants, (Statuts du Canada, 19-20 George V, chapitre 46) ou en vertu des dispositions de la présente loi;

"Contrôleur d'absence"; i) "Contrôleur d'absence" signifie un contrôleur d'absence au sens de la Loi de l'instruction publique;

"Appréhender"; j) "Appréhender" signifie détenir avec ou sans mandat;

"Conseil supérieur"; k) "Conseil supérieur" signifie le Conseil supérieur de la protection de l'enfance;

"Société"; l) "Société" signifie une corporation autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à exercer les pouvoirs confiés et à accomplir les devoirs imposés par la présente loi à une société de protection de l'enfance;

"Ministre"; m) "Ministre" signifie le ministre du bien-être social;

"Directeur"; n) "Directeur" signifie le directeur de la protection de l'enfance.

d. "Parents" includes ascendants, tutor, guardian and every other person obliged to maintain a child;

e. "Unmarried mother" means the mother of an illegitimate child, even before the birth of such child;

f. "Judge" means a judge of a Family Court and, in the case of any locality where no such court has jurisdiction, any district magistrate or recorder specially authorized by the Lieutenant-Governor in Council;

g. "Clerk" means the clerk of the Family Court or of the court to which the judge is attached;

h. "Probation officer" means any functionary charged with the supervision of children brought before the Family Court and appointed under the Juvenile Delinquents Act (Statutes of Canada, 19-20 George V, chapter 46) or under the provisions of this act;

i. "Attendance officer" means an attendance officer within the meaning of the Education Act;

j. "To apprehend" means to detain, with or without a warrant;

k. "Superior Council" means the Child Protection Superior Council;

l. "Society" means a corporation authorized by the Lieutenant-Governor in Council to exercise the powers and perform the duties assigned by this act to a child protection society;

m. "Minister" means the Minister of Social Welfare;

n. "Superintendent" means the superintendent of child protection.

"SECTION II

"CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Conseil. "3. Il est créé un Conseil supérieur de la protection de l'enfance.

Membres. "4. Ce Conseil supérieur de la protection de l'enfance est composé de douze membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont dix profes-

"DIVISION II

"CHILD PROTECTION SUPERIOR COUNCIL

"3. There shall be a Child Protection Council. Superior Council.

"4. Such Child Protection Superior Council shall be composed of twelve members, appointed by the Lieutenant-Governor in Council, of whom ten shall

sent la religion catholique romaine et deux la religion protestante.

profess the Roman Catholic religion and two the Protestant religion.

Choix des membres.

"5. Le Conseil supérieur doit comprendre: trois membres désignés par l'assemblée des évêques catholiques romains de la province, un autre désigné par le secrétaire de la province, un autre désigné par le ministre de la santé, un juge, au moins une personne du sexe féminin.

"5. The Superior Council shall include: three members designated by the assembly of Roman Catholic bishops of the Province; another designated by the Provincial Secretary; another designated by the Minister of Health; a judge, and at least one person of the female sex. Designated members.

Durée des fonctions.

"6. Les membres du Conseil supérieur sont nommés pour trois ans et restent en fonctions jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Si un membre démissionne ou décède avant l'expiration de ses fonctions, le remplaçant termine la période d'exercice de son prédécesseur.

"6. The members of the Superior Council shall be appointed for three years and shall remain in office until their successors are appointed. If a member resigns or dies before the expiration of his term of office, the person replacing him shall complete the term of his predecessor. Term of office.

Président, etc.

"7. Le Conseil supérieur choisit annuellement parmi ses membres un président et un vice-président.

"7. The Superior Council shall choose annually, from among its members, a president and a vice-president. President, etc.

Quorum.

"8. Le quorum aux séances du Conseil supérieur est de sept membres.

"8. Seven members shall constitute a quorum at meetings of the Superior Council. Quorum.

Voix prépondérante.

"9. Au cas d'égalité des voix, le président ou, en son absence, le vice-président ou celui qui préside la séance, a voix prépondérante.

"9. In the event of a tie-vote, the president or, in his absence, the vice-president or the person presiding at the meeting, shall have a casting-vote. Casting-vote.

Secrétaire, etc.

"10. Le directeur de la Protection de l'enfance est le secrétaire, et le directeur-adjoint est le secrétaire-adjoint du Conseil supérieur. Ils assistent tous deux aux séances du conseil et peuvent exprimer leur avis sur les questions débattues, sans avoir droit de vote. Il n'est pas nécessaire que le directeur et le directeur-adjoint assistent tous deux aux séances du Conseil supérieur à moins que l'assemblée ne l'exige.

"10. The superintendent of child protection shall be the secretary and the deputy superintendent shall be the deputy secretary of the Superior Council. They shall both attend the meetings of the Council and may express their opinions on the matters discussed, but shall have no right to vote. It shall not be necessary for both the superintendent and the deputy superintendent to attend the meetings of the Superior Council unless required so to do by the meeting. Secretary, etc.

Fonctions du Conseil: Étude;

"11. Les fonctions du Conseil supérieur sont:

"11. The functions of the Superior Council shall be: Functions of Council:

a) D'étudier toutes les questions qui touchent à la protection et au bien-être de l'enfance;

a. To study all questions relating to the protection and welfare of children; Study;

Enquêtes;

b) D'instituer, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil ou du ministre, des enquêtes sur tous établissements et institutions où des enfants sont reçus, gardés ou traités;

b. To institute, at the request of the Lieutenant-Governor in Council or of the Minister, inquiries into any establishments or institutions where children are received, kept or treated; Inquiries;

Idem;

c) D'instituer, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil ou du ministre, des enquêtes sur toutes matières

c. To institute, at the request of the Lieutenant-Governor in Council or of the Minister, inquiries into any matters Idem;

touchant à la protection et au bien-être de l'enfance;

Permis; d) D'aviser le lieutenant-gouverneur en conseil sur l'octroi de permis à des sociétés;

Idem; e) De recommander au lieutenant-gouverneur en conseil la suspension ou la révocation de permis accordés à des sociétés;

Recommandations; f) De faire à la demande du ministre ou du gouvernement des recommandations sur toutes matières se rattachant au fonctionnement de la présente loi et de toutes autres lois se rapportant à la personne et aux biens des enfants mineurs;

Autres devoirs. g) D'accomplir tous autres devoirs que le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui confier.

Règlements. "12. Le Conseil supérieur a le droit de faire des règlements pour sa régie interne, et ces règlements entrent en vigueur sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Pouvoirs des commissaires. "13. Le Conseil supérieur a tous les pouvoirs de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 9).

relating to the protection and welfare of children;

d. To advise the Lieutenant-Governor in Council as to the granting of permits to societies;

e. To recommend to the Lieutenant-Governor in Council the suspension or revocation of permits granted to societies;

f. To make recommendations, at the request of the Minister or of the Governor, on any matter connected with the operation of this act or of any other law relating to the persons or property of minor children;

g. To perform such other duties as the Lieutenant-Governor in Council may assign to it.

"12. The Superior Council may make by-laws for its internal government, and such by-laws shall come into force upon approval by the Lieutenant-Governor in Council and publication in the *Quebec Official Gazette*.

"13. The Superior Council shall have all the powers of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 9).

"SECTION III

"SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE L'ENFANCE

Autorisation. "14. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du Conseil supérieur, peut autoriser toute association constituée en corporation sans but lucratif, et dont l'objet est de venir en aide aux enfants négligés ou indigents, à exercer les droits et à accomplir les devoirs conférés par la présente loi à une société de protection de l'enfance.

Demande. "15. La demande d'autorisation est faite conformément aux règlements.

Juridiction. "16. L'autorisation accordée à une association définit le territoire dans lequel elle aura juridiction et fait mention de la religion à laquelle elle appartient.

Publication. L'autorisation est publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de cette publication, l'association devient une société de protection de l'enfance.

"DIVISION III

"CHILD PROTECTION SOCIETIES

"14. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Superior Council, may authorize any association, incorporated without object of pecuniary gain, and whose object is to assist neglected or indigent children, to exercise the rights and perform the duties conferred by this act upon child protection societies.

"15. The application for authorization shall be made in conformity with the regulations.

"16. The authorization granted to an association shall define the territory within which it will have jurisdiction and shall mention the religion to which it belongs.

The authorization shall be published in the *Quebec Official Gazette* and, from and after such publication, the association shall become a child protection society.

Modifica-
tion aux
règle-
ments,
etc.

"17. A compter de la demande d'autorisation, les directeurs de l'association ne peuvent en modifier les règlements ni en demander l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, ni obtenir la modification de sa constitution sans la recommandation préalable du Conseil supérieur et l'approbation du ministre.

Révoca-
tion d'au-
torisa-
tion.

"18. Sur recommandation du Conseil supérieur, le lieutenant-gouverneur en conseil peut révoquer l'autorisation accordée à une société et, par la publication de cette révocation dans la *Gazette officielle de Québec*, la société est déchue du droit d'agir comme société de protection de l'enfance et les droits et obligations qui lui avaient été conférés en vertu de la présente loi, sont dévolus à la société désignée à cette fin dans la révocation ou, à défaut de telle désignation, au directeur.

Attribu-
tion de
droits, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil supérieur, attribuer à une société compétente tous droits et obligations dévolus au directeur en vertu du présent article ou de l'article 42.

Rapport
mensuel.

"19. Chaque société doit faire au directeur un rapport mensuel, ce rapport devant indiquer le nom, la date de naissance et la religion de chaque enfant placé sous l'empire de la présente loi durant le mois précédent ou l'année précédente et tous autres renseignements exigés par les règlements; le rapport mensuel devra être remis au directeur avant la fin du mois suivant.

Secret des
archives,

"20. Les archives ou dossiers d'une société sont secrets et il n'en doit être donné communication que de la façon prescrite par la présente loi ou sur l'ordre d'un tribunal.

"SECTION IV

"LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

Directeur
et adjoint.

"21. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme suivant la Loi du service civil un directeur et un directeur-adjoint de la protection de l'enfance.

Devoirs,
etc.

"22. Les fonctions, attributions et devoirs du directeur sont:

"17. From and after the application for authorization, the directors of the association cannot amend its by-laws or apply for approval thereof by the Lieutenant-Governor in Council or obtain the amendment of its constitution without the prior recommendation of the Superior Council and the approval of the Minister.

Amend-
ment of
by-laws,
etc.

"18. Upon the recommendation of the Superior Council, the Lieutenant-Governor in Council may revoke the authorization granted to a society and, upon the publication of such revocation in the *Quebec Official Gazette*, the society shall cease to have the right to act as a child protection society, and the rights and obligations conferred upon it under this act shall devolve upon the society designated for such purpose in the revocation or, failing such designation, upon the superintendent.

Revoca-
tion of
authori-
zation.

The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Superior Council, may assign to a competent society any rights and obligations that have devolved upon the superintendent under this section or under section 42.

Assigning
of rights,
etc.

"19. Every society shall make a monthly return to the superintendent, indicating the name, date of birth and religion of each child placed under the operation of this act during the preceding month or year, and such other information as may be required by the regulations. The monthly report shall be transmitted to the superintendent before the end of the following month.

Monthly
return.

"20. The archives or records of the society shall be secret and communication thereof shall only be given in the manner prescribed by this act or upon the order of a court.

Records
secret.

"DIVISION IV

"THE SUPERINTENDENT OF CHILD PROTECTION

"21. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint, in accordance with the Civil Service Act, a superintendent and a deputy superintendent of child protection.

Superin-
tendent
and dep-
uty.

"22. The functions, powers and duties of the superintendent shall be:

Duties of
superin-
tendent.

a) De favoriser la formation et l'établissement de sociétés et leur apporter son concours;

b) D'aviser et conseiller les sociétés sur la manière d'exercer leurs droits et de s'acquitter de leurs devoirs;

c) D'exercer, conformément aux dispositions de la présente loi et de ses règlements d'exécution, une surveillance constante sur tous les enfants placés en dehors de leur famille, dans des établissements, institutions ou foyers nourriciers;

d) De voir à ce que chaque société et les administrateurs de chaque établissement ou institution se conforment à la présente loi et à ses règlements d'exécution et dressent une fiche complète de tout enfant qui leur est confié en vertu de la présente loi ou de la Loi des jeunes délinquants;

e) De visiter, inspecter ou faire visiter ou inspecter au moins une fois l'an les établissements et institutions où des enfants sont reçus, gardés ou traités en dehors de leur famille, conformément aux règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

f) De faire au ministre et au Conseil supérieur un rapport annuel;

g) D'exercer les droits et accomplir les devoirs d'une société dans les localités où il n'en existe pas ou lorsqu'une société néglige de le faire.

Fonctions
de l'ad-
joint.

"23. Le directeur-adjoint peut exercer les fonctions du directeur sous le contrôle de ce dernier.

a. To promote the formation and establishing of societies and lend them his assistance;

b. To counsel and advise societies how to exercise their rights and discharge their duties;

c. To maintain a constant supervision, in conformity with the provisions of this act and the regulations for carrying it out, over all children placed outside their families in establishments, institutions or foster homes;

d. To see that each society and the managers of each establishment or institution comply with this act and the regulations for carrying it out and draw up a complete record of each child committed to them under this act or the Juvenile Delinquents Act;

e. To visit, inspect or cause to be visited or inspected, at least once every year, the establishments and institutions where children are received, kept or treated outside their families, in accordance with the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council;

f. To make an annual report to the Minister and to the Superior Council;

g. To exercise the rights and perform the duties of a society in places where there is no society or when a society neglects to do so.

"23. The deputy superintendent may perform the duties of the superintendent under the control of the latter. Duties of deputy.

"SECTION V

"COMITÉS DE PROTECTION DE L'ENFANCE

Comités
de protec-
tion de
l'enfance.

"24. Dans tout territoire sur lequel aucune société n'a juridiction, le directeur peut, avec l'approbation du Conseil supérieur, déléguer certains pouvoirs à un comité de protection de l'enfance.

Membres.

Ce comité est composé de cinq à neuf personnes.

Rapports.

Ce comité doit faire rapport au directeur sur demande.

Avis.

"25. La formation d'un comité est constatée par un avis publié par le directeur dans la *Gazette officielle de Québec*

"DIVISION V

"CHILD PROTECTION COMMITTEES

"24. In any territory over which no society has jurisdiction, the superintendent, with the approval of the Superior Council, may delegate certain powers to a child protection committee. Child protection committee.

Such committee shall consist of from five to nine persons. Members.

Such committee shall report to the superintendent on request. Report.

"25. The formation of a committee shall be evidenced by a notice published by the superintendent in the *Quebec* Notice.

donnant le nom sous lequel le comité sera désigné et le territoire sur lequel il a juridiction.

"SECTION VI

"ENFANTS QUI ONT BESOIN DE PROTECTION

Enfant
négligé.

"26. Est considéré négligé tout enfant :

a) Qui mendie dans une rue ou sur une place publique ou dans un établissement fréquenté par le public, soit qu'il le fasse ouvertement ou sous prétexte de vente ou d'offrir quelque chose en vente ;

b) Qui est trouvé la nuit dans un lieu impropre à l'habitation et sans la surveillance d'un adulte ;

c) Qui vit en dehors de sa famille avec un voleur, un ivrogne, un vagabond, un débauché ou qui fréquente l'un quelconque d'entre eux ;

d) Qui, à raison de la négligence, de la cruauté ou de l'ivrognerie ou des habitudes vicieuses de ses parents, de son gardien ou de la personne chez qui il réside, est élevé sans éducation et sans aucun contrôle salubre, ou dans des circonstances qui l'exposent à mener une vie de paresse et de désordre ;

e) Qui est trouvé dans une maison de désordre ou en compagnie de criminels notoires ou de personnes immorales ou adonnées à l'inconduite ;

f) Qui est abandonné par ses parents, tuteur ou gardien ;

g) Qui a commis un méfait ou un délit et est exposé à devenir un jeune délinquant, s'il n'est pas soustrait à son milieu ;

h) Qui est orphelin de père et de mère et dont personne ne prend un soin convenable ;

i) Qui est trouvé errant, à des heures indues, et n'a aucune résidence fixe ;

j) Qui est soustrait à la garde d'une société de protection à laquelle il a été confié ;

k) Qui est illégitime et dont les parents naturels ne prennent pas un soin convenable ;

l) Dont un parent qui en a la garde a été condamné sous l'accusation de s'être porté sur ses enfants à un assaut indécent ou à un autre outrage criminel ;

Official Gazette, stating the name under which the committee is to be known and the territory over which it has jurisdiction.

"DIVISION VI

"CHILDREN IN NEED OF PROTECTION

"26. Any child shall be deemed to be neglected: Neglected
child.

a. Who begs in a street or public place or in an establishment frequented by the public, whether he does so openly or on the pretext of selling or offering something for sale ;

b. Who is found at night in a place unfit for habitation and without adult supervision ;

c. Who lives away from his family with a thief, drunkard, vagrant or disorderly person, or who frequents the company of any such person ;

d. Who, by reason of neglect, cruelty, drunkenness or vicious habits on the part of his parents or guardian or of the person with whom he resides, is brought up without education or salutary control, or in circumstances which expose him to the risk of leading an idle and dissolute life ;

e. Who is found in a disorderly house or in the company of notorious criminals or of immoral persons or persons given to misconduct ;

f. Who is abandoned by his parents, tutor or guardian ;

g. Who has committed an act of misconduct or an offence and is in danger of becoming a juvenile delinquent if not removed from his environment ;

h. Who is an orphan, without father or mother, and is not properly taken care of by any person ;

i. Who is found wandering at improper hours and has no fixed abode ;

j. Who has escaped from the custody of a protection society to which he has been committed ;

k. Who is illegitimate and is not properly cared for by his natural parents ;

l. Whose parent, having him under his care, has been condemned upon a charge of committing an indecent assault or other criminal outrage upon his children ;

m) Dont le père ou la mère ou le survivant des deux purgent une sentence d'emprisonnement, ou sont internés dans un asile d'aliénés, ou souffrent d'une incapacité physique complète, si nulle autre personne ne prend soin de cet enfant.

Appréhension, etc.

"27. Le directeur, ou toute personne autorisée par lui, un constable, un agent d'une société, un membre d'un comité de protection, un agent de surveillance ou un contrôleur d'absence, peut appréhender et amener devant un juge tout enfant apparemment négligé.

Mandat requis.

Personne ne doit cependant pénétrer de force, sans mandat, dans l'endroit où se trouve l'enfant, sauf dans les cas prévus aux paragraphes *b*, *c*, *e*, *k*, *l*, *m*, de l'article précédent.

m. Whose father or mother, or the survivor of them, is serving a sentence of imprisonment or is confined in an insane asylum, or is suffering from complete physical incapacity, if no other person is taking care of such child.

"27. The superintendent or any person authorized by him, a constable, an agent of a society, a member of a protection committee, a probation officer or an attendance officer may apprehend and bring before a judge any apparently neglected child.

Apprehension, etc.

No person, however, shall enter by force without a warrant the place where the child is, except in the cases contemplated in sub-paragraphs *b*, *c*, *e*, *k*, *l* and *m* of the preceding section.

Forcible entry.

"SECTION VII

"MAISONS D'ACCUEIL

Enfant appréhendé.

"28. Lorsqu'un enfant est appréhendé, il doit être remis à ses parents ou placé dans une maison d'accueil.

Avis à la société.

L'administrateur de la maison d'accueil doit immédiatement notifier la société de protection compétente, s'il y en a une, et lui donner tous renseignements utiles.

Établissement de maisons d'accueil.

"29. Toute société doit établir au moins une maison d'accueil destinée à recevoir les enfants appréhendés en vertu de la présente loi en attendant qu'ils soient placés ou remis à leurs parents.

Arrangements avec orphelinats, etc.

La société peut faire des arrangements avec un orphelinat ou autre institution ou avec des familles afin que des enfants y soient reçus comme dans une maison d'accueil, le tout selon les règlements édictés en vertu de la présente loi.

Avis au directeur.

Le directeur doit être avisé de l'établissement de toute maison d'accueil.

Défaut de maison d'accueil.

"30. A défaut de maison d'accueil établie dans le territoire soumis à la juridiction d'un juge, la personne qui appréhende un enfant, en vertu de la présente loi, peut le garder en tout lieu convenable et ce lieu est alors considéré comme une maison d'accueil.

Détention en prison, etc. prohibée.

"31. L'enfant appréhendé en vertu de la présente loi ne doit jamais être gardé avec un prisonnier adulte, ni avec un jeune dé-

"DIVISION VII

"SHELTERING HOMES

"28. When a child is apprehended, he shall be returned to his parents or placed in a sheltering home.

After apprehension.

The manager of the sheltering home shall immediately notify the competent protection society, if there is one, and give it all necessary information.

Notice to society.

"29. Each society shall establish at least one sheltering home to receive children apprehended under this act until they are placed or returned to their parents.

Establishment of homes.

The society may make arrangements with an orphanage or other institution or with families so that children may be received there as in a sheltering home, the whole in accordance with the regulations made under this act.

Orphanages, etc.

The superintendent must be notified of the establishment of every sheltering home.

Notice to superintendent.

"30. If there is no sheltering home established in the territory under the jurisdiction of a judge, the person who apprehends a child under this act may keep him in any suitable place and such place shall then be deemed a sheltering home.

Where no sheltering home exists.

"31. No child apprehended under this act shall ever be kept with an adult prisoner, or with a juvenile delinquent,

Custody in gaol, etc. prohibited.

linquant, ni dans une cellule de poste de police ou de prison destinée à la garde de personnes détenues ou condamnées en vertu des dispositions du Code criminel.

or in a cell in a police station or gaol intended for the safekeeping of persons detained or condemned under the provisions of the Criminal Code.

"SECTION VIII

"POUVOIRS DU JUGE

Délai pour amener enfant devant juge. "32. L'enfant qui n'a pas été remis à ses parents doit être amené devant le juge dans les six jours de son appréhension.

Avis aux parents. La personne qui a appréhendé l'enfant doit en notifier les parents aussitôt que possible.

Enquête. "33. Le juge, après s'être renseigné sur les conditions de vie de l'enfant, fait enquête aux fins d'établir si l'enfant est un enfant négligé.

Preuve d'avis aux parents. "34. Le juge ne procède cependant pas à l'enquête, à moins qu'il ne soit établi à sa satisfaction que les parents de l'enfant ont été notifiés en temps utile, sauf dans le cas où il a été impossible de le faire malgré toute diligence raisonnable.

Témoins, etc. "35. Aux fins de l'enquête, le juge assigne et entend les témoins; il peut exiger le concours du substitut du procureur-général.

Assignation, etc. Pour l'assignation des témoins et la production de documents, le juge a tous les pouvoirs qu'un magistrat peut exercer en vertu de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29).

Procureurs. "36. L'enfant, ses parents et toutes autres personnes qui, avec la permission du juge, sont admises à l'enquête, ont le droit d'être représentés par procureur.

Témoignages. "37. Chaque témoin est assermenté et, à moins que son témoignage ne soit sténographié, le juge prend ou fait prendre par écrit, sous sa direction, des notes des parties importantes du témoignage, de la manière prévue aux articles 349 à 353 inclusivement du Code de procédure civile.

Enfant non présent. "38. Sauf pour rendre témoignage, être identifié ou sur ordre exprès du juge, l'enfant n'assiste pas à l'enquête.

"DIVISION VIII

"POWERS OF THE JUDGE

Delay to return to his parents shall be brought before the judge within six days after his apprehension. "32. Any child who has not been returned to his parents shall be brought before the judge within six days after his apprehension.

Notice to parents. The person who has apprehended the child must notify his parents as soon as possible.

Inquiry. "33. The judge, after ascertaining the conditions of life of the child, shall hold an inquiry for the purpose of determining if the child is a neglected child.

Proof of notice to parents. "34. The judge, however, shall not proceed with the inquiry unless it has been shown to his satisfaction that the child's parents have been given sufficient notice, except in cases where it has been impossible to do so despite all reasonable diligence.

Witnesses, etc. "35. For the purposes of the inquiry, the judge shall summon and hear the witnesses; and he may require the assistance of the Crown prosecutor.

Summoning of witnesses, etc. For the summoning of witnesses and the production of documents, the judge shall have all the powers appertaining to a magistrate under the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29).

Counsel. "36. The child, his parents and any other persons who, with the permission of the judge, are admitted to the inquiry, shall be entitled to be represented by counsel.

Depositions, etc. "37. Each witness shall be sworn and, unless his evidence is taken down by stenography, the judge shall take down or cause to be taken down in writing, under his direction, notes of the material parts of the evidence, in the manner provided in articles 349 to 353, inclusive, of the Code of Civil Procedure.

Child not to be present. "38. Except for the purpose of giving evidence or of being identified, or on the express order of the judge, the child shall not be present at the inquiry.

Ajourne-
ments.

"39. Le juge peut ajourner l'enquête et le prononcé de son jugement à plusieurs reprises, suivant qu'il est jugé bon de le faire.

"39. The judge may adjourn the inquiry and the rendering of his judgment as often as it is deemed expedient to do so. Adjourn-
ments.

Garde
tempo-
raire de
l'enfant.

"40. Pendant la durée de l'ajournement et jusqu'à ce qu'il ait rendu sa décision finale, le juge peut confier la garde de l'enfant à ses parents ou à une société ou au directeur en l'absence de société ou à toute autre personne et déterminer les conditions de cette garde.

"40. During the adjournment and until he has rendered his final decision, the judge may commit the child to the custody of his parents or of a society or, if there is no society, of the superintendent or any other person, and determine the conditions of such custody. Interim
custody
of child.

Huis clos.

"41. Les audiences du juge ont lieu à huis clos et en chambre lorsqu'elles ont lieu dans un palais de justice.

"41. The sittings of the judge shall be held *in camera*, and in chambers when they take place in a court house. Sittings
in camera.

Personnes
ne
pouvant
être ex-
clues.

Le juge peut exclure toute personne autre que le procureur de l'enfant, des parents, ou d'une société, les témoins, les constables, les agents d'une société de protection, le directeur ou son délégué, et les parents ou alliés de l'enfant.

The judge may exclude any person except the attorney of the child, of the parents or of a society, the witnesses, the constables, the agents of a protection society, the superintendent or his representative and the persons related or allied to the child. Persons
not to be
excluded.

Lieu des
enquêtes.

L'enquête peut avoir lieu dans les salles ou locaux d'une société de protection et dans les mêmes conditions.

The inquiry may be held in the rooms or premises of a protection society, under the same conditions. Place of
hearing.

Décision
par écrit.

"42. L'enquête terminée, le juge, s'il ne remet pas l'enfant en liberté, et s'il trouve que l'enfant est négligé, rend en la présence ou en l'absence de l'enfant, à sa discrétion, et sous sa signature, une décision écrite constatant les faits et comportant l'une des ordonnances suivantes:

"42. After the inquiry, the judge, if he does not release the child, and if he finds that the child is neglected, shall, in the presence of the child or in his absence, at his discretion, render a written decision over his signature, stating the facts and making one of the following orders: Written
decision.

a) La cause est ajournée *sine die* et l'enfant est remis à ses parents;

a. That the case is adjourned *sine die* and the child returned to his parents;

b) L'enfant est confié à la garde de ses parents aux conditions que le juge détermine, eu égard aux circonstances, et sous la surveillance d'une société de protection ou du directeur;

b. That the child is committed to the custody of his parents upon the conditions determined by the judge, with due regard to the circumstances, under the supervision of a protection society or of the superintendent;

c) La garde de l'enfant est confiée temporairement à une société de protection ou au directeur, pour un temps déterminé;

c. That the child is committed temporarily to the custody of a protection society or of the superintendent for a stated time;

d) La garde de l'enfant est confiée définitivement à une société de protection ou au directeur.

d. That the child is committed permanently to the custody of a protection society or of the superintendent.

Garde
confiée au
directeur.

La garde ou la surveillance d'un enfant n'est confiée au directeur qu'à défaut de société compétente.

A child shall be committed to the custody or supervision of the superintendent only if there is no competent society. Commit-
tal to su-
perintend-
ent.

Contenu
de l'or-
donnance
du juge.

"43. Dans toute ordonnance rendue en vertu de l'article 42, le juge résume les témoignages, constate les faits établis en preuve et, en particulier et dans la mesure

"43. In every order made under section 42, the judge shall sum up the evidence, set forth the facts proved and, in particular and as far as possible, the date of birth Contents
of judge's
order.

du possible, la date de naissance de l'enfant, son nom, sa religion, le lieu de résidence de ses parents ou de chacun d'eux, le fait du décès des parents ou de l'un d'eux ou le fait de l'abandon par les parents ou l'un d'eux.

Copie à la société, etc.

"44. Une copie authentique de la décision du juge est adressée à la société de protection ou au directeur, selon le cas.

Réouverture d'enquête.

"45. Lorsque l'enfant est confié à ses parents, sous la surveillance de la société de protection ou du directeur, ces derniers peuvent en tout temps faire rouvrir l'enquête et, en pareille occurrence, le juge peut rendre une nouvelle ordonnance en procédant de la manière indiquée ci-dessus.

Idem.

Il en est de même lorsque l'enfant est temporairement ou définitivement confié à la garde de la société ou du directeur.

Enfant ramené devant le juge.

"46. A la fin de la période de temps pendant laquelle l'enfant doit rester sous la surveillance ou sous la garde de la société ou du directeur, l'enfant doit être ramené devant le juge lequel peut alors remettre l'enfant en liberté ou rendre une nouvelle ordonnance en procédant de la manière ci-dessus indiquée.

Enfant traduit devant le juge par père, etc.

"47. Le père ou, à son défaut, la mère ou le tuteur ou le gardien d'un enfant peut le traduire devant le juge qui procède alors comme dans le cas d'un enfant qui est traduit devant lui en vertu des dispositions de l'article 27.

Ordonnance.

S'il est établi à la satisfaction du juge que l'enfant se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 26, le juge peut rendre l'une des ordonnances prévues à l'article 42 de la présente loi.

Enfant amené devant le juge par directeur d'institution, etc.

"48. Le directeur ou administrateur d'une institution ou d'un établissement publics ou privés où séjourne un enfant qui est négligé ou abandonné par ses parents ou est orphelin de père et de mère peut amener cet enfant devant le juge et ce dernier peut alors confier la garde de cet enfant à une société ou au directeur suivant les dispositions de la présente loi.

Jeunes délinquants.

"49. Dans tout territoire soumis à la juridiction d'une Cour familiale, tout en-

of the child, his name, his religion, the place of residence of his parents or of each of them, and the fact of the parents or one of them being dead, or that the child has been abandoned by his parents or by one of them.

"44. An authentic copy of the judge's decision shall be sent to the protection society or to the superintendent, as the case may be.

Copie to society, etc.

"45. When the child is committed to his parents under the supervision of the protection society or of the superintendent, the society or the superintendent may, at any time, have the inquiry reopened and, in such event, the judge may make a new order, proceeding in the manner hereinabove indicated.

Reopening of inquiry.

The same shall apply when the child is temporarily or permanently committed to the custody of the society or of the superintendent.

Idem.

"46. At the end of the period during which the child is kept under the supervision or in the custody of the society or the superintendent, he shall again be brought before the judge who may then set him at liberty or make a new order, proceeding in the manner hereinabove indicated.

Appearance at end of period.

"47. The father or, failing him, the mother, tutor or guardian of a child may bring him before the judge who shall then proceed as in the case of a child brought before him under the provisions of section 27.

Appearance at instance of father, etc.

If it is shown to the satisfaction of the judge that the child comes within one of the cases contemplated in section 26, the judge may make one of the orders contemplated in section 42 of this act.

Order.

"48. The manager or person in charge of a public or private institution or establishment, where a child neglected or abandoned by his parents or orphaned of both parents is living, may bring such child before the judge and the latter may then commit him to the custody of a society or of the superintendent, in accordance with the provisions of this act.

Appearance at instance of manager of institution, etc.

"49. In any territory under the jurisdiction of a Family Court, any child

Juvenile delinquents.

fant qui est traduit devant le juge en vertu de la Loi des jeunes délinquants (Statuts du Canada 19-20 George V, chapitre 46) peut être traité comme un enfant négligé amené devant le juge en vertu de la présente loi.

Pouvoirs
des juges
de cours
crimi-
nelles.

“50. Les juges qui président les cours criminelles ont le pouvoir de confier à la société compétente ou, à défaut de telle société, au directeur tout enfant au-dessous de seize ans appartenant à des personnes condamnées par eux pour actes criminels, et cela aux frais du gouvernement et de la municipalité où résident les parents lorsqu’il résulte de l’instruction que ces criminels se sont portés sur leurs enfants à des voies de fait, ou des assauts indécentes ou à des outrages quelconques.

Idem.

Ce pouvoir peut être exercé par le juge soit de sa propre autorité, soit sur la demande du procureur-général ou de son substitut, soit sur la demande d’une personne qui croit de son devoir d’attirer l’attention du tribunal sur la preuve faite.

Mandat.

“51. Le juge, sur dénonciation établissant qu’il y a lieu de croire qu’un enfant est négligé ou a été soustrait à la garde d’une société ou du directeur, peut émettre un mandat autorisant toute personne mentionnée à l’article 27 à rechercher cet enfant, à l’appréhender et à le garder dans une maison d’accueil jusqu’à ce qu’il puisse être traduit devant le juge.

Entrée par
force.

Munie de ce mandat, toute personne autorisée peut pénétrer de force, si besoin est, et avec l’aide d’un constable ou d’autres personnes dans toute maison ou autre lieu où il a raison de croire que l’enfant se trouve.

Désigna-
tion non
nécessaire.

Dans la dénonciation, non plus que dans le mandat, il n’est nécessaire de désigner l’enfant par son nom.

Enfant
amené de-
vant juge.

“52. La personne autorisée qui exécute le mandat doit, après avoir appréhendé l’enfant, l’amener devant le juge qui procède comme dans le cas d’un enfant appréhendé, en vertu des dispositions de l’article 27.

Enfant
soustrait à
société,
etc.

Cependant, s’il s’agit d’un enfant qui a été soustrait à la garde d’une société de protection ou du directeur, le juge peut,

brought before the judge under the Juvenile Delinquents Act (Statutes of Canada, 19-20 George V, chapter 46) may be dealt with as a neglected child brought before the judge under this act.

“50. The presiding judges in courts of criminal jurisdiction shall have power to commit to the competent society or, failing such society, to the superintendent, any child under sixteen years of age belonging to persons condemned by them for criminal acts, and at the cost of the Government and of the municipality where the parents reside, when it appears from the trial that such criminals have been guilty of violence, indecent assault or any outrage whatever to or upon their children.

Powers of
judges of
criminal
courts.

Such power may be exercised by the judge either upon his own authority or upon the application of the Attorney-General or his representative or of any person who deems it his duty to draw the attention of the court to the evidence adduced.

Idem.

“51. The judge, upon information showing that there is reason to believe that a child is neglected or has been removed from the custody of a society or of the superintendent, may issue a warrant authorizing any person mentioned in section 27 to seek out and apprehend such child and detain him in a sheltering home until he can be brought before the judge.

Warrant.

By virtue of such warrant, any authorized person may, if need be and with the assistance of a constable or of other persons, enter by force any house or other place where he has reason to believe the child to be.

Forcible
entry.

It shall not be necessary to designate the child by name, either in the information or in the warrant.

Child
need not
be named.

“52. The authorized person executing the warrant shall, after apprehending the child, bring him before the judge who shall proceed as in the case of a child apprehended under the provisions of section 27.

Appear-
ance on
appre-
hension.

Nevertheless, in the case of a child removed from the custody of a protection society or of the superintendent, the judge

Child
removed
from
custody.

sans autre formalité, ordonner que l'enfant soit remis à la société ou au directeur.

Revision
d'ordon-
nance.

"53. Sur demande d'un parent d'un enfant qui a été confié à la garde d'une société ou du directeur, le juge peut, s'il est établi que l'intérêt de l'enfant l'exige, rescinder son ordonnance ou la modifier.

"SECTION IX

"TUTELLE DES SOCIÉTÉS

Société
devient
tutrice.

"54. La société à laquelle le juge a confié la garde d'un enfant en vertu de la présente loi en est la tutrice et exerce, à l'exclusion des parents de cet enfant, les droits de garde et de correction pendant le temps indiqué dans l'ordonnance du juge ou jusqu'à la majorité de l'enfant, son adoption ou son mariage, si l'un de ces événements se produit avant l'expiration de ce temps.

Fonctions
de tuteur
suspendues.

Si l'enfant est déjà pourvu d'un tuteur, les fonctions de ce dernier sont suspendues pour le temps fixé dans l'ordonnance du juge et jusqu'à ce que la tutelle de la société soit terminée, et cette dernière peut agir comme dans le cas de révocation de tutelle.

Entrée au
registre.

Sur dépôt d'une copie authentique de l'ordonnance par laquelle le juge confie la garde d'un enfant à une société, le protonotaire de la Cour supérieure du district, où une tutelle a déjà été conférée à l'enfant visé par l'ordonnance, doit noter cette ordonnance dans le registre des tutelles et en verser la copie au dossier de la tutelle.

Placement
de l'en-
fant.

"55. La société chargée de la garde d'un enfant est tenue de placer cet enfant dans un foyer nourricier, une école de protection de l'enfance ou autre institution, ou en apprentissage ou en service domestique, suivant contrat écrit et résiliable à volonté par la société. Ce contrat est soumis aux conditions prescrites par règlement.

Directeur.

"56. Les deux articles précédents s'appliquent au directeur de la même manière qu'aux sociétés, à l'égard des enfants dont la garde lui est confiée.

Certificat
d'assis-
tance
publique.

"57. La personne qui signe le certificat visé au paragraphe 2° de l'article 23 de la Loi de l'assistance publique en vue

may, without further formality, order the child to be returned to the society or to the superintendent.

"53. Upon the application of a parent of a child committed to the custody of a society or of the superintendent, the judge may, if it is shown that the interest of the child so requires, rescind or amend his order.

Revision
of order.

"DIVISION IX

"TUTORSHIP BY SOCIETIES

"54. The society, to whose custody the judge has committed a child under this act, shall be the tutor of such child and shall exercise the rights of custody and correction over him, to the exclusion of his parents, during the time stated in the judge's order or until the child attains his majority or is adopted or marries, if such event occurs before the expiration of such time.

Society
becomes
tutor.

If the child already has a tutor, the powers of the latter shall be suspended for the time fixed in the judge's order and until the tutorship of the society is ended, and the society may act as in a case of revocation of tutorship.

Existing
tutorship
sus-
pended.

Upon the deposit of an authentic copy of the judge's order committing a child to the custody of a society, the protonotary of the Superior Court of the district in which the child contemplated by the order has already been provided with a tutor shall note such order in the register of tutorships and file the copy thereof in the record of the tutorship.

Entry in
register.

"55. The society charged with the custody of a child must place such child in a foster home, a child protection school or other institution, or under apprenticeship or in domestic service, under a written contract terminable at will by the society. Such contract shall be subject to the conditions prescribed by regulation.

Placing
of child.

"56. The two preceding sections shall apply to the superintendent in the same manner as to societies, as regards children committed to his custody.

Superin-
tendent.

"57. The person who signs the certificate, contemplated in sub-paragraph 2 of section 23 of the Quebec Public Charities

Certificate
of indi-
gency.

de l'admission d'un enfant indigent dans une institution autre qu'un hôpital, doit transmettre ce certificat à la société compétente de protection de l'enfance ou, à défaut de telle société, au directeur.

Jugement pour admission d'enfant indigent. Le service de l'assistance publique doit remettre au directeur tout jugement rendu par un magistrat en vertu de l'article 24 de la Loi de l'assistance publique pour l'admission d'un enfant indigent dans une institution autre qu'un hôpital et le directeur transmet ce jugement à la société compétente, s'il y a lieu.

Placement indigent. Dans l'un et l'autre cas, il incombe alors à la société ou au directeur de faire le placement de l'enfant indigent, en vertu d'un contrat écrit comme dans le cas d'un enfant qui lui est confié en vertu de la présente loi.

Admission d'enfants dans certaines institutions. "58. Nulle institution d'assistance publique, autre qu'un hôpital, ne peut recevoir un enfant en vertu de la Loi d'assistance publique, si le placement de cet enfant n'est fait de la manière prévue par la présente loi.

Filles-mères, etc. "59. Toute personne autre que les parents, qui reçoit ou loge une fille-mère ou un enfant illégitime est tenue d'en donner avis sans délai à la société compétente, de lui permettre en tout temps de visiter cette fille-mère ou cet enfant et de lui faciliter toutes enquêtes ou recherches jugées opportunes par cette société.

Placement d'enfants illégitimes. Nul ne doit, sans le consentement de la société compétente, ou à défaut de telle société, du directeur, confier ou recevoir un enfant illégitime abandonné par ses parents naturels, annoncer ou laisser entendre qu'il peut placer ou faire adopter un enfant, demander ou recevoir une rémunération à cette fin.

"SECTION X

"RELIGION

Enfant catholique romain. "60. Nul enfant catholique romain n'est confié à une personne, société ou institution d'une religion autre que la religion catholique romaine.

Act, with a view to having an indigent child admitted to an institution other than a hospital, shall transmit such certificate to the competent child protection society or, failing such society, to the superintendent.

The Bureau of Public Charities shall deliver to the superintendent every judgment rendered by a magistrate under section 24 of the Quebec Public Charities Act for the admission of an indigent child to an institution other than a hospital, and the superintendent shall, if need be, transmit such judgment to the competent society.

In either case, it shall then be incumbent upon the society or the superintendent to have the indigent child placed under written contract, as in the case of a child committed to it or to him under this act.

"58. No public charitable institution other than a hospital shall receive a child under the Quebec Public Charities Act unless the placing of such child is carried out in the manner contemplated by this act.

"59. Any person, other than the parents, receiving or lodging an unmarried mother or an illegitimate child must give immediate notice thereof to the competent society and permit it to visit such unmarried mother or child at any time and facilitate any inquiry or search deemed advisable by such society.

No person, without the consent of the competent society or, failing such society, of the superintendent, shall receive or commit to the care of another an illegitimate child abandoned by its natural parents, or advertise or let it be known that he can place a child or can procure its adoption, or ask or receive a remuneration for such purpose.

"DIVISION X

"RELIGION

"60. No Roman Catholic child shall be committed to a person, society or institution of a religion other than the Roman Catholic religion.

Enfant protestant.

Nul enfant protestant n'est confié à une personne, société ou institution d'une religion autre que la religion protestante.

No Protestant child shall be committed to a person, society or institution of a religion other than the Protestant religion.

Enfant d'autre religion.

Nul enfant d'une religion autre que la religion catholique romaine ou la religion protestante n'est confié à une société, institution ou personne d'une religion autre que la sienne, si ce n'est à défaut de société, institution ou personne compétente de cette religion, suivant le cas.

No child of a religion other than the Roman Catholic religion or the Protestant religion shall be committed to a society, institution or person of a religion other than his own, unless there is no competent society, institution or person of such religion, as the case may be.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à un enfant qui est gardé dans une maison d'accueil située dans un territoire pour lequel il n'y a pas de société compétente. On devra en pareil cas avoir égard aux croyances religieuses de l'enfant et lui permettre d'accomplir ses devoirs religieux.

This section shall not apply to a child kept in a sheltering home in a territory for which there is no competent society. In such case, the child's religious belief shall be respected and he shall be permitted to perform his religious duties.

Religion présumée.

"61. Un enfant est présumé catholique romain si son père est catholique romain, et protestant si son père est protestant, à moins qu'il ne soit établi que les parents ont convenu par écrit, avant le mariage, que l'enfant serait élevé dans la religion de sa mère et, dans ce cas, la religion de l'enfant est présumée celle de sa mère.

"61. A child shall be presumed to be a Roman Catholic if his father is a Roman Catholic, and a Protestant if his father is a Protestant, unless it is shown that the parents agreed in writing before marriage that the child should be brought up in the mother's religion and, in such case, the child's religion shall be presumed to be that of the mother.

Enfant illégitime.

"62. L'enfant illégitime d'une mère catholique romaine est présumé catholique romain et l'enfant illégitime d'une mère protestante est présumé protestant.

"62. The illegitimate child of a Roman Catholic mother shall be presumed to be a Roman Catholic and the illegitimate child of a Protestant mother shall be presumed to be a Protestant.

Pouvoirs du juge.

"63. Le juge doit, sur demande d'un intéressé et preuve satisfaisante, changer les conditions de placement d'un enfant lorsque ce placement a été fait en violation des dispositions de la présente section.

"63. Upon the application of an interested party and upon satisfactory evidence, the judge shall change the conditions under which a child has been placed when he has been so placed in violation of the provisions of this division.

"SECTION XI

"FRAIS DE GARDE DES ENFANTS

Répartition des frais.

"64. Les frais de garde d'un enfant reçu dans une maison d'accueil ou confié à une société ou au directeur en vertu de la présente loi sont payés pour une moitié par le gouvernement et pour l'autre moitié par la municipalité de la cité, de la ville ou par la municipalité rurale où se trouvait l'enfant quand il a été recueilli, ou, si l'enfant se trouvait dans les limites d'un territoire qui n'a pas été érigé en municipalité ni annexé à une

"DIVISION XI

"COST OF CUSTODY OF CHILDREN

"64. The cost of the custody of a child admitted to a sheltering home or committed to a society or to the superintendent under this act shall be paid one-half by the Government and one-half by the city, town or rural municipality in which the child was when apprehended, or, if the child was in territory not erected into a municipality nor annexed to a neighbouring local municipality, by the county municipality governing such territory, saving

municipalité locale voisine, par la municipalité de comté qui régit ce territoire, sauf, dans tous les cas, le recours de cette municipalité si l'enfant n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire contre la municipalité où il avait son domicile ou contre la municipalité de comté qui régit le territoire non organisé où il avait son domicile.

Répartition des frais.

Si, cependant, la municipalité qui peut être appelée à payer en vertu du présent article, indique d'une manière certaine au ministre, avant la poursuite, la municipalité ou le territoire non organisé où l'enfant avait son domicile, le gouvernement doit faire payer directement cette municipalité ou la municipalité de comté qui régit ce territoire.

Frais de transfert.

"65. Les frais de transfert d'un enfant à une maison d'accueil ou d'une maison d'accueil au lieu de placement, sont, dans tous les cas, à la charge des municipalités de cité, de ville, rurales ou de comté, selon le cas, et peuvent être réclamés des municipalités de cité, de ville, rurales ou de comté (sauf leur recours), au même titre, de la même manière et avec la même preuve que le montant dû pour les frais de garde.

Liste spéciale.

"66. Dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les sociétés et le directeur doivent transmettre au ministre, une liste spécialement préparée pour les fins de la présente loi, dûment attestée sous serment et contenant:

- a) Les noms des enfants qui leur ont été confiés;
- b) Le lieu de résidence mentionné dans l'ordonnance du juge.

État pour municipalités.

"67. Sur réception de ces listes et de celles qui lui sont transmises par le secrétaire de la province, en vertu de la Loi des écoles de protection de l'enfance, et par le service de l'assistance publique, le ministre doit préparer, sans retard, pour chaque municipalité, un état détaillé des sommes d'argent dues par elle.

Extrait transmis.

Aussitôt après la préparation de l'état, le ministre doit transmettre au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité intéressée, un extrait dûment certifié de cet état, contenant les noms des enfants à l'entretien desquels la municipalité

the recourse in each case of such municipality, when the child was not then domiciled within its territory, against the municipality where he had his domicile or against the county municipality governing the unorganized territory where he had his domicile.

If, however, the municipality, called upon to pay in virtue of this section, indicates clearly to the Minister, before the suit is taken, the municipality or the unorganized territory in which the child had his domicile, the Government shall cause such municipality, or county municipality governing such territory, to pay directly.

Apportionment of cost.

"65. The cost of transport of a child to a sheltering home or from a sheltering home to the home or institution in which he is placed shall, in all cases, be borne by the city, town, rural or county municipality, as the case may be, and may be claimed from such city, town, rural or county municipality (saving their recourse) for the same reasons, in the same manner and on the same evidence as the amount due for the cost of custody.

Cost of transport.

"66. During the first fifteen days of January in each year, the societies and the superintendent shall send to the Minister a list specially prepared for the purposes of this act, duly sworn and attested and containing:

Special list.

- a. The names of the children committed to them;
- b. The place of residence mentioned in the judge's order.

"67. On the receipt of such lists and of those sent to him by the Provincial Secretary under the Child Protection Schools Act and by the Bureau of Public Charities, the Minister shall immediately prepare a detailed statement, for each municipality, of the money due by it.

Statement for municipalities.

As soon as he has prepared the statement, the Minister shall send to the clerk or secretary-treasurer of the municipality interested a duly certified extract from such statement, containing the names of the children to whose maintenance the

Extract to be sent.

doit contribuer, ainsi que le montant dû pour l'année précédente, avec un avis le requérant de remettre au trésorier de la province au bureau du revenu à Québec, le ou avant le 1er mai alors prochain, le montant dû pour cet objet.

Avances
avant per-
ception.

"68. En attendant la perception de toute contribution mise à la charge d'une corporation municipale, le trésorier de la province est autorisé à avancer à même le fonds consolidé du revenu les deniers nécessaires pour acquitter cette contribution. Ces avances sont remboursées à même les sommes perçues des municipalités.

Procédu-
re en re-
couvre-
ment.

"69. Le montant dû par une municipalité en vertu des dispositions précédentes, est recouvrable par voie d'action ordinaire.

Idem.

Cette action est intentée par le procureur général représentant Sa Majesté aux droits de la province, contre toute telle municipalité, devant tout tribunal de juridiction compétente.

Réparti-
tion du
montant
dû.

"70. Le montant payé par une municipalité en vertu de la présente loi est considéré comme une dette imposable en vertu du Code municipal ou de la charte de la cité ou de la ville, et est prélevé de la même manière que toutes taxes ordinaires dues par les contribuables ou par les municipalités locales.

Preuve.

"71. Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour frais de garde d'un ou de plusieurs enfants confiés en vertu de la présente loi, une copie ou un extrait, certifié par le ministre ou le sous-ministre, des documents en vertu desquels l'enfant a été confié et de ceux mentionnés dans les articles 66 et 67 constitue à première vue une preuve suffisante, sans autre preuve, pour faire obtenir jugement.

Recours
de la mu-
nicipalité.

"72. Il est loisible à toute municipalité qui a ainsi payé une somme d'argent au gouvernement, en vertu des articles précédents, de se faire rembourser ce montant par voie d'action et d'exécution, en la manière ordinaire, sur les biens de l'enfant ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à sa subsistance.

municipality must contribute, as also the amount due for the year preceding, together with a notice calling upon him to remit to the Provincial Treasurer at the Revenue Branch in Quebec, on or before the first of May then next, the amount due for such purpose.

"68. While awaiting the collection of any contribution imposed upon a municipal corporation, the Provincial Treasurer is authorized to advance out of the consolidated revenue fund the monies necessary to pay such contribution. Such advances shall be repaid out of the sums collected from the municipalities.

Advance
pending
collection.

"69. The amount due by any municipality in virtue of the preceding provisions shall be recoverable by an ordinary action.

Proce-
dure for
recovery.

Such action shall be taken by the Attorney-General, representing His Majesty in the rights of the Province, against every such municipality, in any court of competent jurisdiction.

Idem.

"70. The amount paid by any municipality, under this act, shall be considered as a debt which may be levied under the Municipal Code, or the charter of the city or town, and may be collected in the same manner as any ordinary taxes due by the ratepayers or by local municipalities.

Levying
of
amounts
due.

"71. In all suits or proceedings instituted for the recovery of any money due for the cost of custody of one or more children committed under this act, a copy or an extract, certified by the Minister or by the deputy minister, of the documents under which the child was committed and of those mentioned in sections 66 and 67, shall be *prima facie* evidence sufficient, without other evidence, to obtain judgment for the amount claimed.

Evidence.

"72. Every municipality, which has so paid to the Government a sum of money under the preceding sections, may recover the amount so paid, by action and execution in the ordinary manner, either against the property of the child or against that of the persons bound by law to support him.

Recourse
of munic-
ipality.

Exécution.

"73. Nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité peut se faire rembourser par voie d'exécution sur les immeubles de l'enfant ou ceux des personnes obligées par la loi à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle obtient, ou la municipalité peut, dans le cas où l'enfant n'était pas domicilié dans les limites de son territoire lors de son appréhension, exercer son recours en remboursement contre la municipalité où l'enfant avait alors son domicile; mais tel recours par une municipalité se prescrit par trois ans de la date du paiement fait au gouvernement.

Prescription.

"73. Any law to the contrary notwithstanding, such municipality may obtain repayment by execution on the immovables of the child, or of those who are obliged by law to support or provide for him, whatever may be the amount of the judgment it has obtained, or the municipality may, when the child was not domiciled within its territory at the time of his apprehension, exercise its recourse for repayment against the municipality in which the child then had his domicile; but such recourse by any municipality shall be prescribed by three years from the date of the payment to the Government.

Execu-
tion.Prescrip-
tion.Réparti-
tion par
municipi-
palité de
comté.

"74. Toute municipalité de comté qui, dans les cas prévus par les articles 64 et 65, a payé une somme d'argent au gouvernement pour la garde d'un enfant, ou pour son transfert, peut, si le recours prévu par les articles 72 et 73 est insuffisant, prélever le montant nécessaire à son remboursement sur les municipalités locales dans le comté de la même manière que toutes taxes ordinaires imposées en vertu du Code municipal et dues par ces municipalités locales.

Recours
des muni-
cipalités
en cer-
tains cas.

Lorsqu'une municipalité a payé une somme d'argent au gouvernement pour un enfant dont la garde a été confiée en vertu de la présente loi et qu'elle ne peut se faire rembourser sur les biens de l'enfant ou de ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à son entretien, elle peut, dans les deux cas suivants,—

a) si cet enfant n'a pas de domicile dans la province; ou

b) si cette municipalité est pauvre et reconnue comme telle par le conseil de comté,—

se faire rembourser par la municipalité de comté, et cette dernière peut prélever le montant payé sur les municipalités locales dans le comté, de la même manière que toutes taxes ordinaires imposées en vertu du Code municipal et dues par ces municipalités locales.

Prix par
jour, pour
garde
d'enfant.

"75. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer le prix qui sera payé par jour pour la garde d'un enfant confié à une société et placé par elle dans un foyer nourricier, une école de protection de l'enfance ou de toute autre façon; il peut

"74. Any county municipality which, in the cases provided for in sections 64 and 65, has paid a sum of money to the Government for the custody of a child or for his transport may, if the recourse provided by sections 72 and 73 is insufficient, levy the amount necessary to reimburse it from the local municipalities in the county in the same manner as any ordinary tax imposed under the Municipal Code and due by the said local municipalities.

Levy by
county
municipi-
pality.

Whenever a municipality has paid a sum of money to the Government for a child committed under this act and cannot recover the amount from and out of the property of the said child or of those who are bound by law to provide for his maintenance, it may, in the two following cases,—

Recourse
of munic-
ipality in
certain
cases.

a. when the said child has no domicile in the Province, or

b. when the municipality is a poor municipality, and is recognized as such by the county council,—

recover from the county municipality and the latter may levy the amount paid from the local municipalities in the county in the same manner as any ordinary tax imposed under the Municipal Code and due by the said local municipalities.

"75. The Lieutenant-Governor in Council may determine the price to be paid per day for the custody of a child committed to a society and placed by it in a foster home, a child protection school or in any other manner; and he may authorize the

Determin-
ing price
per day
for custo-
dy.

Contrats. aussi autoriser les sociétés et le directeur, aux conditions et pour un temps déterminé, à conclure des ententes avec des foyers nourriciers, des écoles de protection de l'enfance ou autres institutions.

societies and the superintendent, upon such conditions and for such time as may be determined, to enter into agreements with foster homes, child protection schools or other institutions.

"SECTION XII

"RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION

Règlementation des sociétés etc.

"76. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du Conseil supérieur, édicter et modifier des règlements obligatoires pour les sociétés de protection et pour les personnes qui dirigent et administrent une maison d'accueil.

Règlementation administrative.

"77. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en outre édicter et modifier des règlements pour faciliter la mise à exécution de la présente loi.

Publication.

"78. Les règlements entreront en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou de la date non antérieure à cette publication qui y est fixée.

"DIVISION XII

"REGULATIONS

Regulations for societies, etc.

"76. Upon the recommendation of the Superior Council, the Lieutenant-Governor in Council may make and amend regulations binding upon protection societies and persons directing and managing sheltering homes.

"77. The Lieutenant-Governor in Council may also make and amend regulations to facilitate the carrying out of this act.

Administrative regulations.

"78. The regulations shall come into force upon the publication thereof in the *Quebec Official Gazette* or upon such date, not prior to such publication, as may be fixed therein.

Publication.

"SECTION XIII

"RECOURS EXTRAORDINAIRES

Refus du bref d'*habeas corpus* en certains cas.

"79. Le juge d'une cour supérieure auquel un parent demande un bref d'*habeas corpus* tendant à la production ou comparution devant cette cour d'un enfant qui a été confié à une société ou au directeur peut refuser d'émettre ce bref dans les cas suivants:

a) Si ce parent a abandonné ou délaissé cet enfant; ou

b) S'il a permis que l'enfant soit élevé par une tierce personne aux frais de cette dernière ou par une société de protection ou par toute autre institution publique ou privée, pour un temps et sous des conditions qui démontrent que le parent a failli à ses devoirs envers l'enfant; ou

c) S'est conduit de façon à se rendre indigne de la garde de cet enfant.

Dans les cas ci-dessus, le juge ne doit pas ordonner que l'enfant soit remis au parent qui le réclame, à moins qu'il n'en vienne à la conclusion que cela est dans l'intérêt de cet enfant.

Remise d'enfant aux parents.

"DIVISION XIII

"EXTRAORDINARY REMEDIES

Refusal of writ of *habeas corpus* in certain cases.

"79. The judge of a superior court to whom application is made by a parent for a writ of *habeas corpus* for the production or appearance before such court of a child who has been committed to a society or to the superintendent may refuse to issue such writ in the following cases:

a. If such parent has abandoned or deserted such child; or

b. If he has allowed the child to be brought up by a third party at the latter's expense or by a protection society or any other public or private institution for such time and under such conditions as to show that the parent has failed in his duty to the child; or

c. If he has so behaved as to render himself unworthy of the custody of such child.

In the above cases, the judge shall not order the child to be returned to the parent who claims him unless he finds that it is in the child's interest to do so.

Return of child to parent.

- Religion. Si ce juge est d'avis que l'enfant ne doit pas être remis au parent qui le réclame, mais constate que l'enfant est élevé dans une religion différente de celle dans laquelle ce parent a le droit d'exiger que cet enfant soit élevé, ce juge peut rendre tout jugement qu'il croit utile pour faire en sorte que l'enfant soit élevé dans cette religion.
- Droit d'appel des parents. "80. Un juge de la Cour du banc du roi à l'endroit où les appels du district sont portés, peut, à la demande d'un parent, lui accorder la permission d'interjeter appel d'une décision par laquelle un enfant a été confié à une société ou au directeur en vertu de la présente loi.
- Requête. La demande se fait par requête libellée appuyée du serment et produite dans les trente jours de la date de la décision.
- Signification. "81. Une copie de la requête avec avis de sa présentation doit être signifiée au greffier et à la société de protection ou au directeur à qui l'enfant a été confié, au moins six jours avant la date fixée dans l'avis.
- Transmission du dossier. Le greffier doit aussitôt transmettre le dossier au greffier de la division de la Cour du banc du roi où la requête doit être présentée.
- Cas où l'appel est permis. "82. La permission d'appeler ne doit être accordée que si le juge de la Cour du banc du roi est d'avis que, dans les circonstances particulières du cas, l'intérêt public et la bonne administration de la justice l'exigent.
- Audition. "83. Si la permission d'appeler est accordée, la cause est inscrite sur le rôle du prochain terme de la Cour sans autres formalités et elle a la préséance sur les causes ordinaires.
- Pouvoirs de la cour. "84. La Cour du banc du roi saisie de l'appel peut exercer tous les pouvoirs nécessaires à sa juridiction, rendre les ordonnances qu'elle juge convenables pour suppléer aux déficiences du dossier et pourvoir à tous les cas où la présente loi ne fournit pas un remède spécifique aux parties.
- Preuve nouvelle. Elle peut ordonner qu'une nouvelle preuve soit versée au dossier de la manière qu'elle indique.
- Religion. If such judge is of the opinion that the child should not be returned to the parent who claims him, but finds that the child is being brought up in a religion other than that in which such parent is entitled to require him to be brought up, such judge may render any judgment he deems expedient to ensure that the child will be brought up in such religion.
- Appeal by parent. "80. A judge of the Court of King's Bench at the place where appeals from the district are brought may, upon application by a parent, grant him leave to appeal from a decision whereby a child has been committed to a society or to the superintendent under this act.
- Petition. The application shall be made by a petition setting forth the reasons therefor, supported by an affidavit and filed within thirty days after the date of the decision.
- Service. "81. A copy of the petition, with a notice of its presentation, shall be served upon the clerk and upon the protection society or the superintendent to whom the child has been committed, at least six days before the date fixed in the notice.
- Transmission of record. The clerk shall forthwith transmit the record to the clerk of the division of the Court of King's Bench where the petition is to be presented.
- Judge's discretionary power. "82. Leave to appeal shall only be granted if the judge of the Court of King's Bench is of the opinion that, in the particular circumstances of the case, the public interest and the good administration of justice so require.
- Hearing of appeal. "83. If leave to appeal is granted, the case shall be entered on the roll for the next term of the Court without further formality, and shall have precedence over ordinary cases.
- Powers of Court. "84. The Court of King's Bench seized of the appeal may exercise all powers necessary to its jurisdiction, make such orders as it may deem expedient to remedy any defects in the record and provide for all cases in which this act does not furnish the parties with a specific remedy.
- Fresh evidence. It may order that fresh evidence be placed in the record in such manner as it may indicate.

Jugement
sur appel.

"85. La Cour du banc du roi peut soit confirmer soit modifier la décision frappée d'appel ou rendre toute autre décision que le juge de première instance eût pu rendre.

"85. The Court of King's Bench may either confirm or amend the decision appealed from or render any other decision which the judge of first instance might have rendered. Decision on appeal.

Remise du
dossier
après
jugement.

"86. Après jugement sur l'appel, le greffier doit transmettre le dossier au greffier du juge qui a rendu la décision frappée d'appel en y ajoutant une copie authentique de ce jugement.

"86. After judgment on the appeal, the clerk shall transmit the record to the clerk of the judge who rendered the decision appealed from, adding to it a certified copy of such judgment. Re-transmission of record.

Exécution.

"87. Le jugement sur l'appel est mis à exécution par le juge de première instance.

"87. The judgment on the appeal is executed by the judge of first instance. Execution.

Informa-
lités.

"88. Nulle procédure faite sous l'empire de la présente loi n'est invalidée pour seul défaut de forme.

"88. No proceeding had under the authority of this act shall be invalidated for a mere informality. Informalities.

"SECTION XIV

"INFRACTIONS

Abandon
d'enfant,
etc.

"89. Toute personne trouvée coupable de mauvais traitements ou de négligence à l'égard de son enfant ou de désertion ou d'abandon d'enfant est passible sur poursuite sommaire d'une amende d'au plus cent dollars ou d'un emprisonnement d'au plus un an ou de ces deux peines à la fois.

"89. Every person found guilty of ill-treatment or neglect of his child or of desertion or abandonment of a child shall be liable upon summary proceeding to a fine of one hundred dollars at the most or to imprisonment for not more than one year or to both such penalties at the same time. Ill-treatment of child, etc.

Infrac-
tions et
peines.

"90. Est passible sur poursuite sommaire d'une amende n'excédant pas cent dollars ou d'un emprisonnement d'au plus un an ou de ces deux peines à la fois quiconque :

"90. The following shall be liable upon summary proceeding to a fine not exceeding one hundred dollars or to imprisonment for not more than one year or to both such penalties at the same time: any person who: Offences and penalties.

a) Induit ou tente d'induire un enfant confié à la garde d'une société ou du directeur à quitter l'endroit où il a été placé conformément aux dispositions de la présente loi; ou

a. Induces or attempts to induce a child committed to the custody of a society or of the superintendent to leave the place to which he has been assigned in accordance with the provisions of this act; or

b) Induit ou tente d'induire un enfant à manquer aux obligations stipulées dans un contrat d'apprentissage ou de service domestique fait en vertu de la présente loi; ou

b. Induces or attempts to induce a child to violate the obligations stipulated in a contract of apprenticeship or of domestic service made under this act; or

c) Participe sciemment à la fuite d'un enfant placé en vertu de la présente loi; ou

c. Knowingly facilitates the escape of a child placed in virtue of this act; or

d) Donne asile à un enfant qui s'est enfui du lieu où il était placé en vertu de la présente loi ou le cache ou l'empêche d'y retourner ou participe sciemment à l'un ou l'autre de ces actes; ou

d. Harbours a child who has escaped from the place to which he was assigned in virtue of this act or hides him or prevents him from returning thither or knowingly shares in any such act; or

e) Refuse de remettre un enfant à une société, ou au directeur, ou à une personne ou à une institution à qui cet enfant a été

e. Refuses to return a child to a society or to the superintendent, or to any person or institution to whom or to which such

confié en vertu des dispositions de la présente loi; ou

f) Fait défaut de se conformer aux dispositions de l'article 59.

Preuve d'âge.

"91. La preuve qu'un enfant est d'âge différent de celui qu'il paraît avoir ou qu'il ne tombe pas sous le coup de la présente loi incombe à toute personne poursuivie en vertu de la présente section.

Témoignage d'enfant.

"92. Dans toute procédure intentée contre une personne autre qu'un enfant sous l'empire de la présente section, le témoignage de tout enfant qui, de l'avis du juge saisi de cette poursuite, ne paraît pas comprendre la nature du serment, peut être reçu en preuve, même si l'enfant n'a pas prêté serment si, de l'avis de ce juge, cet enfant comprend son devoir de dire la vérité et est suffisamment intelligent pour connaître le sens et la portée de son témoignage.

Corroboration.

Cependant, personne ne sera trouvé coupable d'une infraction à la présente loi sur la foi des témoignages admis en vertu du présent article, à moins que ces témoignages ne soient corroborés sous quelque rapport essentiel par une preuve qui implique l'accusé.

child has been committed in virtue of the provisions of this act; or

f. Fails to comply with the provisions of section 59.

"91. The proof that a child's age is not what it appears to be or that he does not come within the purview of this act shall be incumbent upon any person prosecuted in virtue of this division. Proof of child's age.

"92. In every proceeding brought against any person other than a child, under the authority of this division, the testimony of any child who, in the trial judge's opinion, does not seem to comprehend the nature of an oath, may be received in evidence, even if the child has not taken the oath if, in such judge's opinion, such child understands his duty to tell the truth and is sufficiently intelligent to know the meaning and bearing of his evidence. Testimony of child.

However, no person shall be found guilty of an offence against this act on the strength of testimony admitted in virtue of this section, unless such testimony is corroborated in some essential respect by evidence which implicates the accused. Corroboration.

"SECTION XV

"DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Enfant déjà dans une école d'industrie.

"93. Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, tout enfant gardé dans une école d'industrie en vertu des articles 12, 13, 33 ou 38 de la Loi des écoles d'industrie (chap. 39) sera considéré comme un enfant confié au directeur, pour le même temps, en vertu de l'article 42 et placé, par ce dernier, dans ladite école en vertu de l'article 55.

Enfant déjà placé dans institution.

"94. Lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, tout enfant reçu dans une institution d'assistance publique autre qu'un hôpital sera considéré comme un enfant placé dans cette institution par le directeur en vertu de l'article 57.

Transport de droits à sociétés.

"95. Les dispositions du dernier alinéa de l'article 18 s'appliquent aux droits et obligations dévolus au directeur en vertu des articles 93 et 94."

"DIVISION XV

"TRANSITIONAL PROVISIONS

"93. Upon the coming into force of this act, every child kept in an industrial school under section 12, 13, 33 or 38 of the Industrial School Act (Chap. 39) shall be deemed to be a child committed to the superintendent for the same time, under section 42, and placed by him in the said school under section 55. Child presently in industrial school.

"94. Upon the coming into force of this act, every child admitted to a public charitable institution other than a hospital shall be deemed to be a child placed in such institution by the superintendent under section 57. Child presently admitted to charitable institution.

"95. The provisions of the last paragraph of section 18 shall apply to rights and obligations that have devolved upon the superintendent under sections 93 and 94." Assigning rights to societies.

S. R.,
c. 39, ab.

2. La Loi des écoles d'industrie (Statuts refondus, 1941, chapitre 39) est abrogée.

Frais encourus
avant
abrogation.

Nonobstant cette abrogation, toutes les dispositions de ladite loi relatives au paiement des frais de garde et d'entretien des enfants reçus dans les écoles d'industrie, ainsi que leurs frais de transport, demeureront en vigueur relativement aux frais encourus avant la date à laquelle cette abrogation prendra effet, ainsi qu'à la perception de la part des municipalités et à l'exercice, par ces dernières, du droit d'en prélever le montant ou d'en réclamer le remboursement. Néanmoins, il sera loisible à tous les intéressés de procéder à l'acquittement, à la perception, au prélèvement et au remboursement susdits en vertu des dispositions de la Loi de la protection de l'enfance comme s'il s'agissait de frais encourus en vertu de ladite loi.

Entrée en
vigueur.

3. Les sections i à v de la Loi de la protection de l'enfance édictée par l'article 1 de la présente loi, entreront en vigueur le jour de sa sanction et les autres dispositions, à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur.

2. The Industrial School Act (Revised R.S., Statutes, 1941, chapter 39) is repealed. R.S.,
c. 39,
repealed.

Notwithstanding such repeal, all the provisions of the said act relating to the payment of the cost of the custody and maintenance of the children admitted to industrial schools, as well as the cost of transport of such children, shall remain in force as regards costs incurred before the date on which such repeal takes effect, and as regards the collection of the share of municipalities and the exercise by the latter of the right to levy the amount or to claim reimbursement thereof. Nevertheless, all interested parties may proceed with the aforesaid payment, collection, levying or reimbursement under the provisions of the Children's Protection Act, as in a case of costs incurred under the said act. Costs incurred before repeal.

3. Divisions i to v of the Children's Protection Act enacted by section 1 of this act shall come into force on the day of its sanction and the other provisions on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor. Coming into force.